

La chronique



Alain Berenboom  
Ecrivain

L'homme-de-la-rue

Le krach boum hue qui secoue l'économie américaine, ébranle les Bourses de la planète et menace le prêt à tempérament de la nouvelle machine à laver du couple Leterme-De Wever donne lieu à un matraquage de commentaires assourdissants dans les médias.

Depuis l'éclatement de la bulle financière, tous les spécialistes et autres gourous défilent devant micros et caméras pour expliquer d'un air constipé la raison d'une catastrophe qu'ils

n'ont ni prévue ni annoncée ni comprise mais, à leur air posé et grave, on devine que, si on les avait entendus, on n'en serait pas là. Exemple, les discours lénifiants du nouveau patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn, qui claironnait, il y a quelques semaines, que le pire était passé. La situation allait bientôt se redresser. Ah ! Entre parenthèses, aucune de ces Madame Soleil n'évoque les salaires déments des dirigeants des entreprises qui précipitent aujourd'hui le

monde dans la crise, ni leur maintien aux commandes alors que c'est leur mode de gouvernance qui a ouvert le gouffre.

Comme on le dit à la Fédération française de football, on ne change pas une équipe qui perd.

Cette semaine, on épinglera le commentaire du vicomte Davignon, venu expliquer avec son talent habituel d'emballleur pourquoi la vente, vite fait, à Lufthansa de la compagnie Brussels Airlines, créée pour sauver l'aéronautique belge et la présence de

notre pays dans le ciel après la faillite de la Sabena, était une magnifique opportunité pour préserver l'image belge de la compagnie ! Et de rassurer « l'homme-de-la-rue » sur l'avenir du monde en général, de la Belgique en particulier – et du sien de toute façon. Et, dans la foulée, d'apaiser cet homme-de-la-rue : son portefeuille d'actions n'est pas en danger. Pour le vicomte, l'homme-de-la-rue a nécessairement un portefeuille d'actions...

L'homme-de-la-rue, quelle expression délicieusement désuète ! Un film de Frank Capra l'avait rendue célèbre (en version originale, *Meet John Doe*). Gary Cooper incarnait un pauvre qui annonçait son suicide le soir de Noël à cause de la situation sociale et économique (le film se passait pendant l'autre crise, celle des années trente). Mais le film était aussi et surtout une dénonciation de la manipulation du citoyen par la presse et le pouvoir. John Doe n'exis-

tait pas. Son désespoir était bidon. C'était un faux pauvre, mis en scène par une journaliste qui avait trouvé matière à un beau scoop. Alors que gronde à nouveau la crise, on a un peu l'impression de se retrouver dans la situation de John Doe, victime de la situation économique mais aussi totalement déboussolé par les explications qui en sont données. Espérant qu'un Capra déchirera le rideau de fumée...

www.berenboom.com

A bout portant



Marc Jacquemain  
Professeur de sociologie à l'Université de Liège

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHELLE LAMENSCH

Ce week-end, la Wallonie est en fête. Mais comment se sentent les Wallons ? Notre récent sondage sur leur état d'esprit indiquait que 63 % d'entre eux se sentaient surtout belges et 5 % surtout wallons. Surprenant ?

Dans nos enquêtes, nous ne posons pas la question de cette façon-là... Présentée telle quelle, la question sous-entend que Belge et Wallon sont deux notions concurrentes. La réponse obtenue est partiellement artificielle. Par contre, quand on sonde les gens sur l'importance de leur sentiment d'appartenance, on se rend compte que l'identité wallonne n'est pas du tout vécue en concurrence avec l'identité belge mais en complémentarité. La preuve en est que plus les gens se sentent wallons, plus ils se sentent belges. Pour la plupart des Wallons, il s'agit d'un emboîtement.

Notre sondage révélait également que 7 % des Wallons se sentaient au premier chef francophones...

La notion de « francophone » ne renvoie pas forcément à celle de « Communauté française ». Elle fait référence à quelque chose de vague. La Communauté française est une institution beaucoup plus difficile à cerner qu'une institution régionalement située.

Cela ne veut pas dire que ce n'est pas important pour les gens d'être francophone. Mais il me paraît normal que, si vous leur posez la question de cette manière, ils ne se définissent pas prioritairement comme francophones. Et ceux qui se sentent le plus wallons sont également ceux qui se sentent le plus francophones.

Les Wallons vous paraissent-ils conscients de l'existence d'un gouvernement de la Région

wallonne ?

Je suis certain que oui. Depuis les réformes de l'État successives, la Région wallonne est influente pour toute une série de décisions qui pèsent sur la vie quotidienne des gens. Quand je me balade dans les cafés populaires liégeois, là où la formation politique n'est pas très approfondie, les gens sont très conscients des niveaux de décision, Région, État Fédéral, etc. Je parle ici des actifs. Pour les gens de plus de 65 ans, par contre, c'est plus confus.

En diriez-vous autant à propos du gouvernement de la Communauté française ?

Tous les gens, parents et enseignants, qui ont à faire avec la Communauté française savent qu'elle existe.

Le premier souci des Wallons sondés est quand même la difficulté à former un gouvernement fédéral...

Pour le moment, c'est très clair, le premier souci des gens, c'est la hausse du coût de la vie et en particulier de celui de l'énergie. Ils sont préoccupés par leur pouvoir d'achat, par ce que vont devenir leurs économies, par la crise mondiale, beaucoup plus que par les problèmes communautaires.

Le scénario d'avenir le plus probable pour les Wallons que nous avons interrogés est celui d'une Wallonie très autonome dans une Belgique purement symbolique...

C'est une réponse très réaliste et très lucide. Les gens savent que les choses ne resteront pas identiques mais ils ne s'attendent pas à des évolutions radicales. Ils savent aussi qu'il y a des contraintes européennes, qu'un divorce se négocie difficilement, etc.

« On peut se sentir wallon et belge »

Les politiques wallons, tous partis confondus, ont-ils développé l'identité wallonne ?

Ce n'est pas au cœur des préoccupations, pour le moment. C'est peut-être une erreur. Je ne me prononcerais pas là-dessus. Je constate que les politiques ont souvent tendance à sous-estimer leur propre rôle, comme si l'identité wallonne était un produit de l'histoire, alors que c'est quelque chose qui se transforme vite, en fonction des actions politiques. De ce point de vue là, les politiques flamands ont développé une stratégie plus claire, depuis une cinquantaine d'années.

Expliquez...

Les politiques flamands me paraissent plus conscients du fait qu'une identité, ça se construit. Slobodan Milosevitch avait très bien compris cela, en Yougoslavie... Cela peut donc être positif comme négatif. Depuis les premières lois linguistiques des années trente, les politiques et les élites flamandes mènent une stratégie qui consiste à construire une Nation flamande. Cela n'était pas donné par l'histoire.

Le problème de la Wallonie tient à ceci : le moment où la volonté de construire l'identité wallonne a été la plus forte se situait dans les années soixante, autour du Renardisme. L'identité wallonne s'est construite à une époque où le mouvement ouvrier était puissant et revendicatif et la région fortement industrielle. Une époque révolue. L'identité flamande, pour sa part, s'est construite sur le linguistique et sur l'idée d'une nation riche, lorsque la Flandre a dépassé la Wallonie en termes de PIB, à la fin des années soixante.

Les politiques wallons actuels entretiennent-ils l'identité wallonne ?

J'ai l'impression qu'ils ne sont pas tous sur la même longueur d'onde... Certains sont prêts à miser sur la Wallonie. D'autres n'imaginent pas autre chose qu'une entité francophone, à cause de la présence de ce pôle important qu'est Bruxelles. Les stratégies ne sont pas claires. Autant il y avait un pôle identitaire wallon à l'époque de l'affaire des Fourons, autant, aujourd'hui, les politiques wallons tentent de montrer que leur région est à nouveau dynamique, après une lourde crise structurelle.

La question de la régionalisation de l'enseignement et de la culture divise aussi les Wallons !

À deux ou trois pour cent près (la population flamande de Bruxelles, NDLR) Communauté et Région flamandes se superposent. Les Flamands se retrouvent tous derrière une stratégie communautaire et régionale fusionnée. En Belgique francophone (où les Bruxellois francophones représentent un quart de la population, NDLR), certains insistent plus sur la culture et donc sur la Communauté française, et d'autres insistent plus sur les spécificités socio-économiques et donc sur les Régions wallonne et bruxelloise.

On brandit plus souvent le drapeau flamand en Flandre que le drapeau wallon, en Wallonie...

La Wallonie n'est pas une construction nationale. Elle ne s'est jamais définie en dehors de la Belgique. Elle a une identité non conflictuelle. La Flandre est une construction culturelle nationale. Les Flamands ont une identité davantage conflictuelle. Il s'agit pour certains d'entre eux de faire sauter la Belgique. ■

► P.4 & 5 DOSSIER

WARMES PATATES

Le Soir et De Standaard incitent le monde politique à renouer le dialogue. Chaque jour, un responsable interpelle un collègue de l'autre côté de la frontière linguistique.



« La Belgique doit atteindre un objectif en énergie renouvelable de 13 % à l'horizon 2020. La Wallonie a entre autres doublé sa production d'électricité verte entre 2004 et 2007, et, pour autant que les autres Régions suivent, est prête à relever le défi européen. Nous accompagnes-tu dans cet objectif ? Quelle politique mèneras-tu pour rattraper le retard flamand ? »

André Antoine

Ministre wallon du Logement et de l'Energie (CDH)



Hilde Crevits

Ministre flamande de l'Énergie (CD&V)

Cher André, Permetts-moi d'abord de corriger un malentendu : la Flandre n'a pas de « retard » en ce qui concerne la production d'électricité verte. Tout simplement, la Flandre n'a pas les mêmes possibilités géographiques que la Wallonie pour produire de l'électricité avec des sources d'énergie renouvelables. Et surtout, la production d'électricité verte en Flandre entre 2004 et 2007 n'a pas doublé, comme en Wallonie, mais a triplé...

La Flandre soutient totalement les objectifs climatiques qui ont été décidés au Conseil européen de l'année dernière. L'objectif de 20 % d'énergie renouvelable a été mis en avant à la condition expresse qu'il soit tenu compte de la situation et du potentiel des Etats membres. Là où le bât blesse, c'est que l'objectif a été réparti entre les Etats membres sur base du produit intérieur brut (PIB). Le PIB ne tient pas compte des caractéristiques d'un pays : nous n'avons pas de montagne qui permettrait d'utiliser la puissance hydroélectrique, pas l'ensoleillement du sud de l'Europe, et peu d'espace libre pour des installations de production de biomasse à grande échelle ou des parcs éoliens sur terre. En Flandre, atteindre l'objectif de 13 % d'énergie renouvelable fixé par la Commission imposera des coûts importants. La meilleure preuve, vous la trouvez dans l'étude Futures-e commandée par la Commission, qui a calculé que la part équitable pour la Belgique atteint 9,3 %. Cela ne devrait pas nous étonner que le coût additionnel du paquet « Climat », en comparaison avec des pays comparables, menace d'atteindre, pour la Belgique, la somme d'un milliard d'euros par an !

Néanmoins, la Flandre fera tous les efforts qui sont raisonnables. Et il va de soi que, contrairement au partage des charges entre pays européens, on devra tenir compte de l'efficacité des coûts dans le cadre d'un partage des charges intrabelge. Car le climat et l'environnement n'ont rien à gagner d'un partage des coûts inefficients. L'objectif européen reste quoi qu'il en soit à 20 %. Cela ne fera qu'entraîner des coûts supplémentaires, et donc un gaspillage de moyens qui feraient mieux d'être investis dans des mesures écologiques et sociales.

Christophe BARBIER

« La France: nouveau régime, nouvelle ère ? »

CULTURES D'EUROPE

Le jeudi 25 septembre 2008 à 20 heures précises, à l'auditoire Paul-Emile Janson [48 av. F. D. Roosevelt, 1050 Bruxelles], Christophe BARBIER, présenté par Michel MEYER, Professeur à l'ULB, donnera une conférence sur le thème « La France: nouveau régime, nouvelle ère ? ».

Renseignements: tél.: 02 650 23 03